La Mutualité socialiste veut une « Sécu wallonne » ; la Mutualité chrétienne s'en étrangle

La guerre est déclarée... Les principales mutuelles du pays se déchirent sur le sort des nouvelles compétences de protection sociale transférées aux entités fédérées. La Mutualité socialiste (MS), avec l'appui de la FGTB wallonne, fait résolument le choix de la régionalisation. Aux Mutualités chrétiennes (MC), on continue à miser sur la Fédération Wallonie-Bruxelles

L'enjeu n'est pas mince... « Pour la première fois, cette sixième réforme de l'Etat cible la Sécurité sociale », note Christian Behrendt, constitutionnaliste à l'ULg. Et pas dans une mesure marginale : une dizaine de milliards, sur cent milliards, sont transférés, soit environ 10 % des moyens disponibles. »

Dès 2015, la Sécu « fédérale » ne gèrera plus les allocations familiales, la politique de l'emploi, l'aide aux personnes âgées, le financement des maisons de repos, les investissements hospitaliers... Un paquet de compétences qui concerne directement quelque 800.000 enfants, 65.000 pensionnaires des maisons de repos, 45.000 personnes âgées dépendantes...

En début d'année, le CDH et les MC présentaient un « modèle fédéré de protection sociale », le Fepros. Son objectif : gérer les nouvelles compétences sociales sur l'ensemble de l'espace francophone, soit le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles, en y reproduisant le principe de co-gestion en vigueur à la Sécu (les décisions étant prises par les partenaires sociaux, les mutuelles et les prestataires de soins).

Le patron de la MS, Jean-Pascal Labille, ne fait plus mystère d'une option radicalement différente : il fait le pari de la régionalisation. Il en a défendu le principe, mardi soir, à Namur, devant les opérateurs du secteur : syndicats médicaux, groupements hospitaliers, fédérations de maisons de repos...

« Je préfère ne pas mettre le sort des Wallons entre les mains des Bruxellois »

JEAN-PASCAL LABILLE

Argument massue du choix régionaliste (qui semble avoir convaincu l'assistance) : contrairement à la Fédération Wallonie-Bruxelles, les Régions, elles, disposent d'un bras fiscal qui sera sans doute utile à l'heure de dégager des moyens complémentaires. Jean-Pascal Labille insiste : « La dotation fédérale censée financer les compétences transférées sera rapidement insuffisante, vu les besoins à rencontrer dans le domaine social. »

« Mais c'est précisément ce qui

rend l'option régionaliste illusoire », réplique le patron des MC, Jean Hermesse. *Les Wallons seront maîtres chez eux, mais sur une terre appauvrie. Se rendent-ils bien compte que 20 % du PIB est généré à Bruxelles ? La Wallonie finira par quémander l'aide des Bruxellois. »*

Jean-Pascal Labille, lui, mise sur la marche de l'Histoire... « La logique des réformes successives de l'Etat affirme le fait régional ; je préfère ne pas mettre le sort des Wallons entre les mains d'un gouvernement bruxellois qui n'évitera peut-être pas la paralysie, dans la foulée des élections régionales. Et puis, la population bruxelloise est différente, plus jeune. Chaque Région développera sa politique sociale. »

MC et MS ne s'accordent que sur l'entité appelée à gérer les nouvelles compétences. Les uns comme les autres plaident la création d'un ou de plusieurs organismes d'intérêt public (OIP). Un OIP wallon, côté socialiste. Des OIP francophones, côté chrétien. Il faudra trancher. ■

R. G.

ÉPINGLE

« Régionalisons les hôpitaux universitaires »

« Laisser la Communauté française continuer à gérer les hôpitaux universitaires est tout simplement suicidaire », lance Jean-Pascal Labille, secrétaire général des Mutualités socialistes. Comptez le nombre d'hôpitaux, d'Eupen à Mouscron (NDLR : il y a 45 hôpitaux généraux en Wallonie)... Comment les financera-t-on, à l'avenir ? Les hôpitaux universitaires ont un rôle fondamental à jouer dans la rationalisation de l'activité hospitalière. Il y aura des restructurations, des regroupements, des pôles d'excellence à construire. Il faudra compter sur l'expertise des hôpitaux académiques pour réussir cette réorganisation, dans un contexte de raréfaction des moyens financiers et humains ».

Aux Mutualités chrétiennes (MC), on s'étrangle : « Cette logique de l'isolement n'a aucun sens », réagit Jean Hermesse, secrétaire général de l'organisation. La proposition revient, en somme, à confier au seul CHU de Liège la réorganisation du paysage hospitalier wallon ! Peut-on sérieusement se passer de l'expertise des trois hôpitaux universitaires bruxellois [NDLR : Erasme, Saint-Luc et l'UZ Brussel], fréquentés à hauteur de 60 % par des patients qui ne résident pas en région bruxelloise ? ».

« Par ailleurs, poursuit Jean Hermesse, il n'a jamais été question d'inclure les hôpitaux universitaires dans les compétences transférées ». La fédération des hôpitaux publics et privés non confessionnels, Santhea, se montre pourtant plutôt favorable au principe de régionalisation. Jean-Pascal Labille, lui, insiste : « Le transfert aux entités fédérées du financement des investissements hospitaliers, de la compétence d'agrément et de certaines conventions de revalidation a un impact significatif sur les hôpitaux universitaires. Ils sont concernés au premier chef ».

R. G.